

Édito (ou point fort de la semaine) :

Ce qu'il faut voir derrière les mesures COVID !

La Sécurité sociale va vers un déficit annoncé de 44,4 Mds en 2020. C'est, nous dit-on, le résultat de la conjonction de baisses des recettes et d'une hausse des dépenses liées la crise COVID.

Les baisses de recette se chiffrent à 27,3 milliards par rapport à celles prévues par la loi de financement adoptée fin 2019 et la hausse des dépenses prévues est de 11,5 milliards. Une part de la hausse des dépenses résulte directement de l'épidémie de COVID et concerne exclusivement l'assurance-maladie.

Le reste des dépenses et les baisses de recettes découlent du dispositif chômage partiel dont bénéficient les entreprises dont l'activité a été réduite ou arrêtée du fait du confinement, d'un couvre-feu ou d'un cluster.

Les salaires qu'elles doivent à leurs personnels sont remplacés par le versement une indemnité au titre de l'assurance-chômage (hausse des dépenses) alors que la Sécurité Sociale cesse, de ce fait, de percevoir les cotisations salariales et patronales (baisse des recettes).

Du fait des dispositions prises par nos gouvernants, les mesures exceptionnelles de soutien à l'économie ont en fait été mises entièrement à la charge de la Sécurité Sociale, ce qui pèsera sur ses budgets à venir et amplifie la dette sociale.

Restent 5,6 milliards pour faire le tour du déficit annoncé pour 2020. Si l'on en juge par les informations diffusées par la Fédération des Mutuelles de France nos gouvernants ont profité de l'occasion pour mettre à la charge de la Sécurité Sociale une subvention exceptionnelle à France-Asso-Santé de l'essentiel de ce montant et aggraver encore son déficit.

La Banque Centrale Européenne a dans le même temps mis en place un « programme de rachat de dette publique et privé ». On est en droit de s'étonner que pas un seul euro des 750 milliards qu'elle a décidé d'y consacrer n'ait été affecté à la réduction de notre dette sociale au nom d'une nécessaire solidarité.

D'autres réactions au Projet de loi de Finances de la Sécurité Sociale

[Le communiqué des Mutuelles de France](#)

[La fhp demande une revalorisation de l'ONDAM hospitalier](#)

[fhf. PLFSS-2020-a-contre-courant-des-besoins-de-l-hopital-public](#)

Sommaire :

- **L'écho des comités :** **Pages 3 et 4**
- **Autres infos locales :** **Page 5**
- **Dossiers :** **Page 6**
- **Culture et santé :** **Page 6**

L'écho des comités :

CONCARNEAU - 29

Concarneau : Bilan de la mobilisation du 15 Octobre



Environ 50 personnes ce 15 Octobre devant les halles de Concarneau. A 14H.30, environ 200 personnes devant l'hôpital de Quimper ; 150 ont manifesté jusqu'à la Mairie de Quimper.

Afin d'exiger plus de moyens pour les hôpitaux, un rassemblement s'est tenu ce jeudi, vers 11 h, sur le parvis des halles de Concarneau. Les craintes sont nombreuses et exacerbées par la crise sanitaire.

[L'article](#)

ROUVRAY - 76

Les soignants du Rouvray ont mis a profit la journée nationale de mobilisation du 15 octobre pour lutter aussi contre les fermetures de lits annoncées.

L'annonce de la fermeture de 80 lits fâche médecins et soignants qui organisent la riposte. Ils seront à la manifestation de jeudi 15 Octobre

80 lits bientôt fermés à l'hôpital du Rouvray ? Des soignants montent au créneau

Les soignants ne sont sans doute plus des héros puisque les directions d'établissement font tout pour provoquer des fermetures de service.

Depuis maintenant 6 ans, l'avenir du service hospitalier de psychiatrie des addictions est incertain. D'abord menacé de déménagement à Bois Guillaume, puis annoncé au CHU St Julien ; c'est finalement le service d'addictologie du CHU qui est arrivé au CHR dans la perspective inavouée, et toujours niée par la direction, d'organiser une fusion des 2 services.

[Le tract](#)

LURE – 70

Le Comité de Vigilance s'adresse ce jour aux élus nationaux de Haute-Saône pour leur demander de rejeter le PLFSS 2020

L'épidémie de COVID repart et le gouvernement persiste et signe la poursuite de la casse de l'hôpital public et du système de santé. Alors que l'on a besoin d'un service public hospitalier fort, de proximité, en lien avec un service de soins de premiers recours fort et non l'un contre l'autre, le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2021 annonce de nouvelles coupes budgétaires dans les hôpitaux.

[Le courrier](#)

FEURS - 42

30 lits fermés dans l'EHPAD de MONBRISON parce qu'il manque 12 aides-soignants :

[La lettre d'information du président](#)

SAINT-AFFRIQUE - MILLAU

Depuis plusieurs années des pressions sont exercées qui visent au remplacement des centres hospitaliers de SAINT-AFFRIQUE et de MILLAU par un hôpital médian.

Document à l'appui, [le comité fait le point sur ce projet-](#)

Autres infos locales :

MARTINIQUE

Hôpital de Trinité, Face à l'immobilisme, le personnel se mobilise !!!

L'UGTM Santé et le personnel de l'hôpital de Trinité en Martinique, ont entamé un mouvement de grève illimité le mercredi 30 septembre 2020, afin d'exiger le respect des engagements du ministère de la Santé, de l'ARS et de la Direction du CHUM, pris depuis des années pour les dotations en moyens matériels et en effectifs, la rénovation et l'humanisation des services, la reconstruction du centre hospitalier de Trinité sur un autre site.

Alors que tous reconnaissent la reconstruction comme étant indispensable et prioritaire au regard des risques sismiques, cycloniques et de tsunami encourus par le personnel, les patients, les visiteurs.

Depuis le 10 mars 2009, date des accords issus de la mobilisation sociétale en Martinique, le financement (65 millions d'euros) de cette reconstruction était prévu avec une participation à hauteur de 80% de l'Etat. Alors que la municipalité de La Trinité a mis gracieusement à disposition un terrain, rien n'a été fait par les différents ministres qui se sont succédés depuis.

Aujourd'hui l'hôpital de Trinité avec sa vocation de service d'urgence avec un SMUR, ses activités d'endocrinologie, de Cardiologie, de Gastroentérologie, de consultations externes, d'imagerie Médicale accueille ses patients dans des conditions indignes, des bâtiments dégradés, des étages laissés à l'abandon, des infiltrations d'eau partout, des matériels obsolètes et une communauté hospitalière au bout du rouleau.

La communauté hospitalière en grève attend du ministère des réponses concrètes, viables et l'assurance de les voir se réaliser enfin. C'est l'espoir de pouvoir exercer dans le respect de **l'égalité d'accès aux soins** et d'une offre de **soins de qualité en toute sécurité** dans le **Nord de la Martinique** !

Le mouvement de grève illimité est reconduit ce lundi 19 octobre 2020.

[Le tract](#)

Dossier :

Au-delà des insuffisances du PLFSS et de l'ONDAM hospitalier les conditions de travail à l'hôpital constituent un enjeu de santé publique.

[conditions-de-travail-a-lhopital-un-probleme-de-sante-publique](#)

et il va falloir affronter une deuxième vague de la COVID dans des conditions difficiles

[Les-hospitaliers-face-au-manque-de-personnel](#)

Alors que certains suggèrent qu'il faudrait ne pas prendre en charge certains patients pour préserver l'activité économique

[la vidéo](#) à partir de 9' 10

Culture et santé :

Rendre hommage à Samuel PATY – Poursuivre son engagement

[Face-a-l'obscurantisme-faisons-grandir-une-societe-unie-et-fraternelle/](#)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02